

Rencontre avec Cesare Ottolini, coordonnateur de l'Alliance Internationale des Habitants*

Territoires : L'Alliance internationale des habitants (AIH) n'est pas encore très connue en France, même dans le mouvement social. Pouvez-vous la présenter ?

Cesare Ottolini : L'AIH est née le 12 septembre 2003, à Madrid. Mais sa gestation avait commencé en 2000, à l'assemblée mondiale des habitants, à Mexico, organisée par plusieurs réseaux (Frente Continental de Organizaciones Comunate, Coalition internationale pour l'habitat, etc.). L'AIH compte douze membres fondateurs, latino-américains, européens et africains, dont Unione Inquilini (L'Union des locataires, Italie), la Confédération nationale des associations d'habitants (Conam, Brésil), et Droit au Logement, en France. est aujourd'hui composée de représentants de mouvements sociaux urbains, que ce soient des associations d'habitants ou de sans abri, ou des coopératives de logements. Notre objectif est de favoriser la voix des habitants directement dans les instances internationales, mais aussi de consolider notre propre rapprochement, par des échanges d'expériences qui développe la solidarité, aide à faire des diagnostics croisés sur nos situations mais aussi à proposer des politiques alternatives et innovantes. Jusqu'ici, les habitants ont beaucoup développé de luttes antinéolibérales, aux niveaux local ou national, car ils vivent les effets du néolibéralisme par la paupérisation, la précarisation du logement ou la ghettoïsation de leur quartier. De plus en plus d'associations d'habitants comprennent qu'il n'est pas suffisant de résister localement, car on risque de se perdre dans des luttes de proximité. C'est pour cela que les deux cents associations qui sont adhérentes à l'Alliance y viennent pour y construire un espace commun qui dessine un nouveau mouvement social urbain, dans 30 pays d'Afrique, d'Amérique, d'Europe et d'Asie.

Ce mouvement social urbain arrive-t-il à construire, à mettre des projets sur pieds ?

Nous avons organisé en octobre 2005 les journées mondiales « Expulsion Zéro ». Dans vingt-trois pays, 100 000 personnes ont participé à une trentaine d'initiatives, des marches contre les expulsions, des vernissages de logements coopératifs, des squats, des ateliers de réflexion, etc. Cela n'est pas étonnant que notre première grande action soit tournée vers les expulsions, en lien d'ailleurs avec notre campagne permanente Expulsion zéro. La menace d'expulsion représente le premier danger qui pèse sur les habitants : on ne le sait pas assez, mais il concerne un milliard de personnes, soit 15 % de la population mondiale.

La campagne Expulsion zéro consiste à relayer des luttes locales et à les médiatiser ?

Oui, mais pas seulement. Prenons l'exemple de ce qui se passe au Kenya, à Nairobi. 300 000 personnes sont menacées d'expulsion par les autorités au sein des bidonvilles où habitent 2,5 millions d'habitants. Notre tâche a été de dévoiler cette situation et d'organiser un lobbying solidaire pour faire évoluer cette situation. Deux appels ont été signé par internet et ils ont généré 10.000 envois de mails qui ont bombardé quelques 150 responsables locaux et nationaux Kenyans, voire la Banque Mondiale, le FMI l'Union Européenne, UN-Habitat. Aujourd'hui, les opérations d'expulsions sont bloquées, mais il reste que 2,5 millions d'habitants restent « sardinés » dans 5 % de l'espace de la ville. Nous passons alors à une seconde phase d'action. Nous proposons, grâce à une consolidation de la dette du Kenya, de créer un fonds populaire pour la terre et le logement. Nous en avons discuté avec le gouvernement italien, qui serait prêt dans certaines conditions à mettre 45 millions d'euros dans ce projet. Mais notre idée est bien de travailler sur le type de mécanisme à mettre en

* ***Propos recueillis par Nicolas Leblanc.***

place en termes de gouvernance d'un tel fonds pour éviter toute gestion néocolonialiste, toute tentative de spéculation ou de corruption. Nous avons encore d'autres moyens d'action, en fonction des situations locales. Par exemple à Santo Domingo, en République Dominicaine, où un million de personnes sont menacées d'expulsion le long de la route qui mène à l'aéroport ou par des projets spéculatives de l'industrie touristique. Nous y avons construit une coopérative de logement pour donner de réponses aux habitants qui devraient éventuellement être relogés. Entretemps, nos partenaires ont mis en œuvre un système d'alerte contre les expulsions. Mais la situation est très difficile, et nos représentants y sont menacés par des paramilitaires, les « vautours ». Au Zimbabwe, face à la plus grande opération de démolition et d'expulsion que l'histoire ait connue (1,5 millions de personnes menacées), nous avons fait pression pour que se rende sur place une mission des Nations Unies dirigée par la directrice du programme UN – Habitat. Malheureusement, le gouvernement zimbabwéen fait encore la sourde oreille. L'envoi de missions sous l'égide des Nations Unies se fait dans le cadre de l'UN-Advisory Group on forced evictions (UN-AFGE) ; celles-ci rassemblent des représentants d'associations d'habitants, d'administrations locales, de gouvernements et d'ONG. L'une des premières en date, à Rome en 2005, a nettement permis de catalyser l'attention des médias et des acteurs locaux sur la question des expulsions. La ville a signé un texte faisant de Rome une ville sans expulsion et, depuis, les choses se sont effectivement améliorées merci à un programme innovant de logements publics et sociaux

Entre les situations de Santo Domingo ou de Nairobi et celles de Rome ou Paris, l'ampleur du problème est tout de même différent. Parvenez-vous vraiment à faire communiquer les acteurs du Nord et du Sud, à faire en sorte qu'ils échangent des savoir faire, ou des visions du mouvement social ?

Nous avons fait en sorte, grâce à une armée de traducteurs bénévoles, que notre site internet soit en quatre langues. Nous pourrions faire plus, mais il nous faudrait aussi de ressources non seulement militantes car le . Nous sommes également présents à tous les forums sociaux, continentaux ou mondiaux, pour y organiser des séminaires sur le logement. Enfin, nous lançons ces jours-ci un grand projet d'Université Populaire Urbaine, dont le premier « cours » aura lieu en mai, à Buenos Aires. L'idée est de former et faire émerger des militants associatifs d'un nouveau type, les pieds bien dans le local, mais la tête bien dans les enjeux globaux.

L'originalité de votre mouvement est bien d'être une alliance d'habitants, et non pas un regroupement d'ONG. Mais travailler à un niveau global ne risque-t-il pas de vous faire perdre cette caractéristique petit à petit ?

Je ne crois pas. Nous cherchons à renforcer notre statut d'habitants dans chacune de nos actions. Par exemple, quand nous proposons des partenariats à des collectivités locales, ce n'est pas pour leur demander de l'argent et devenir leur client, mais pour leur proposer de faire quelque chose avec eux, en tant qu'acteurs indépendants et au même niveau. L'Alliance ne s'est pas fondée sur un projet, mais sur des valeurs (une charte de principes), ce qui est très important : nous sommes un mouvement civique, et c'est à partir de nos valeurs que nous allons discuter avec les politiques. De la même manière, nous faisons partie du mouvement altermondialiste, mais avec notre spécificité d'habitants. Nous ne représentons aucune institution de quelque sorte que ce soit, et en cela nous pouvons aller porter le conflit où bon nous semble pour faire avancer nos valeurs. L'objectif, à long terme, c'est de fonder une Via urbana, comme il existe Via campesina. Alors, bien sûr, plus on « grossit », plus il y a des risques d'institutionnalisation, ou de dérive technocratique. On se pose des questions sur

l'équilibre entre renforcement de la structure et bureaucratisation. Mais je crois que nous pouvons résister, parce que nous ne sommes pas des professionnels. Evidemment nous comptons aussi sur des ong, mais leur rôle est d'appui technique, non pas de direction politique. Moi aussi je suis le président de l'Unione Inquilini en Italie, donc soumis aux règles démocratiques et ainsi se passe avec tous nos membres, tous engagés dans le combat. Dernier exemple, le président de l'Alliance des locataires de Croatie est lui-même menacé d'expulsion.

N'est-ce pas au sein des mouvements sociaux qu'il est le plus compliqué de faire entendre votre spécificité d'habitants ?

Nous faisons partie de l'assemblée mondiale des mouvements sociaux et avons demandé à pouvoir participer au conseil international du forum social mondial. Nous bénéficions de plus en plus d'une reconnaissance de qui nous sommes et de nos actions. De même, il ne faut pas se faire d'illusion : quand les locataires menacés d'expulsion de Croatie nous appellent à l'aide, ils ne sont pas forcément des altermondialistes. Nous avons inondé de mails les autorités croates et, aujourd'hui, ils goûtent concrètement ce qu'est la solidarité altermondialiste. Nous échangeons beaucoup avec eux, nous parlons des grands déséquilibres. Oui, notre intervention a politisé leur problème, et leur lutte.

Prochaine étape, le Forum Social Européen (Athènes, 3-7 mai 2006) où l'AIH proposera la mise en place d'un système d'alerte international sur les violations du droit au logement et, en même temps, lancera les Etats généraux européens du droit au logement et à la ville à réaliser en partenariat avec les autorités locales, les ong, les chercheurs urbains en 2007.

Mars 2006

Alliance Internationale des Habitants, 2006



<http://creativecommons.org/licenses/by-nd/2.0/fr/deed.fr>